

que ces propos auraient montré encore davantage qu'il ne s'y entend guère en agriculture. Quant à sa question, je pense que l'objet de ce bill est de permettre au gouvernement de contrôler complètement l'industrie agricole au Canada.

Une voix: Bravo!

• (9.10 p.m.)

L'hon. M. Harkness: Je ne vois rien d'autre.

M. Gibson: L'honorable représentant me permet-il de lui poser une autre question?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, si mon honorable ami n'y voit pas d'objection, pas maintenant.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Dinsdale: Ce n'est rien d'autre que de l'étatisme.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable représentant aurait-il l'obligeance de reprendre son siège? Le député de Calgary-Centre (M. Harkness) a la parole.

L'hon. M. Harkness: Le député croit peut-être me faire perdre le fil de mes pensées par ses questions, mais il n'en est rien. Je serai ravi de répondre à ses questions quand j'aurai terminé mes commentaires. Il pourra alors les poser.

M. Gibson: Je vous remercie, monsieur.

L'hon. M. Harkness: Outre les normes rigides que la mise en application de cette mesure imposera à l'agriculture et, partant, dans une large mesure, à l'ensemble de notre économie, le bill confèrera une sorte de monopole aux gens qui produisent une denrée déterminée visée par la loi et il deviendra extrêmement difficile à toute autre personne de se lancer dans ce type de production. Nous avons des lois contre les monopoles, mais elles ne s'appliqueront apparemment pas au secteur visé par ce bill.

L'une des pires caractéristiques de ce bill est, à mes yeux, qu'il créera des difficultés extraordinaires pour tout homme jeune souhaitant se lancer dans un genre quelconque de production. Pour pouvoir se mettre à l'œuvre, il lui faudra obtenir un permis et en payer le prix. Dès lors qu'une production semblera intéressante—qu'il s'agisse de porcs, d'œufs, de bétail ou de quoi que ce soit d'autre—il faudra disposer d'une bonne somme pour obtenir un permis, un quota ou toute autre chose indispensable au démarrage de la

[L'hon. M. Harkness.]

production. Ces normes rigides affecteront à leur tour l'ensemble de cette industrie.

Un autre effet inévitable du bill, c'est qu'il va éliminer le petit fermier. Nous avons déjà vu ce qui s'est produit dans le pays en ce qui a trait à la Commission du lait. Selon les données que j'ai pu voir, entre 25,000 et 50,000 petits producteurs laitiers ont été éliminés à la suite des initiatives de la Commission du lait. Là encore, un des effets de ce bill sera qu'inévitablement le genre d'office envisagé exercera un contrôle complet sur les denrées à produire, qu'il s'agisse de carottes, de miel ou de toute autre chose, et encore une fois, c'est le petit qui en fera les frais.

La production de diverses sortes de denrées sera concentrée entre les mains d'un nombre de personnes relativement petit et notre industrie agricole tout entière, de même que nos régions rurales, en subiront le contre-coup. Le bill aura notamment pour effet d'accélérer l'exode de la population rurale vers les villes, phénomène qui n'a rien donné de bon ces dernières années. Vous resterez avec une population rurale extraordinairement réduite. Simplement du point de vue social, je considère qu'il s'agit là d'un bill mauvais et dangereux.

Je voudrais maintenant poser une question qui, en réalité, est reliée à celle que me posait mon honorable ami. Quel est l'objectif du bill? Est-ce d'obtenir un meilleur revenu pour les producteurs? Je crois que presque tous les cultivateurs qui appuient le bill le font parce qu'ils croient obtenir de ce fait des revenus accrus. Est-ce là l'objectif du bill? En ce cas, par quels moyens y parvenir? Assurément, la chaîne de commercialisation actuelle restera la même. Les produits seront acheminés de l'exploitation agricole vers le préparateur, qu'il s'agisse de mettre la viande en conserve, des œufs en carton ou autre chose. Ils iront ensuite du préparateur au grossiste, du grossiste au détaillant, qui le vendra exactement comme à présent aux consommateurs.

La chaîne de commercialisation subsistera, je crois que c'est indiscutable. Et naturellement, les frais de la commercialisation à ces différents niveaux, préparation, vente en gros et vente au détail, ne diminueront pas. Ils ne resteront pas les mêmes. Ils ne seront certainement pas moins élevés et je crois qu'ils augmenteront beaucoup du fait que les cultivateurs et d'autres auront à remplir des formules pour le gouvernement et perdront beaucoup de temps à accompagner les inspecteurs pour leur faire constater qu'il n'y a pas de marché noir d'œufs, de beurre ou d'autres produits. En conséquence, le coût global de cette opération, dans cette vaste chaîne de